

*Le Budget—M. Harb*

domaine de la technologie et de la productivité. L'analphabétisme n'a pas sa place dans ce tableau. Les sociétés canadiennes savent très bien que dans les années 1990, la concurrence internationale sera encore plus âpre et la productivité et l'efficacité devront être encore plus grandes.

[Français]

Ils sont en train de se rééquiper, de se moderniser et d'adopter de nouvelles technologies pour concurrencer dans un marché en évolution rapide.

Mais les avantages qu'offre toute cette nouvelle technologie ne se concrétiseront peut-être pas si les employés sont incapables de s'adapter aux changements radicaux en cause. Il est tout simplement impossible d'accroître, ou même de maintenir la productivité sans d'abord donner à nos travailleurs les connaissances fondamentales qui leur permettront de se préparer pour l'avenir.

Les faibles niveaux d'alphabétisation se répercutent sur la capacité qu'a le Canada de concurrencer sur les marchés internationaux. Par rapport à nos rivaux commerciaux et industriels, notre compétitivité est gravement compromise si le niveau d'alphabétisation et d'éducation de nos ouvriers n'est pas aussi élevé que dans le reste des pays industrialisés.

Des études ont révélé, par exemple, que 95 p. 100 des ouvriers japonais ont complété l'équivalent de deux années d'études universitaires. Au Canada, seulement 42,6 p. 100 des étudiants entreprennent des études postsecondaires.

Ces faits sont éloquentes lorsqu'il s'agit de la productivité de notre pays. Si nous n'entreprenons pas immédiatement des efforts pour accroître le degré d'alphabétisation et d'éducation au Canada, les Canadiens ne seront pas en mesure de concurrencer sur les marchés internes et internationaux.

L'enquête menée par Southam tenait compte des points suivants pour calculer le coût de l'analphabétisme pour le Canada: Prestations inutiles de l'assurance-chômage, compétitivité internationale moindre, accroissement des frais médicaux et des indemnités des accidents de travail, subventions pour le recyclage des travailleurs industriels, séjour en prison pour les analphabètes frustrés et pertes de revenu fiscal.

• (1740)

Les coûts sociaux et économiques sont évidemment considérables et le résultat final qui glace d'effroi est de plus en plus manifeste. En plus d'être un droit universel, l'alphabétisation et l'éducation sont un impératif économique.

[Traduction]

Un groupe de dirigeants d'entreprise canadiens ont reconnu la gravité de la situation et ils ont créé le Cana-

dian Business Task Force on Literacy. Ils voulaient que le monde des affaires connaisse les répercussions de l'analphabétisme pour la société en général et les entreprises. Ce groupe de travail a publié en février 1988 un rapport selon lequel, le coût annuel direct de l'analphabétisme s'élevait à 4 milliards de dollars environ pour les entreprises canadiennes et à 10 milliards de dollars approximativement pour la société dans son ensemble. Les intéressés ont signalé que les pertes de productivité pouvaient coûter à elles seules 2,5 milliards de dollars par année aux sociétés canadiennes. C'est beaucoup d'argent, monsieur le Président. Cet argent pourrait aider énormément le gouvernement à réduire le déficit national sans avoir, je tiens à le signaler, à faire payer encore davantage aux contribuables canadiens ni à sabrer dans les budgets consacrés aux programmes sociaux qui sont déjà insuffisants.

En septembre 1988, le premier ministre a parlé de façon éloquente du problème de l'analphabétisme au Canada dans le grand hall de Casa Loma, à Toronto. Il a promis que son gouvernement allait enfin donner suite à l'engagement qu'il avait pris en 1986 de lutter contre l'analphabétisme. Il s'est engagé à consacrer 110 millions de dollars au cours des cinq prochaines années à la lutte en question. Nous sommes maintenant en 1989. D'ici à la fin de 1989-1990, le gouvernement prédit qu'il aura dépensé 33 millions de dollars au titre de subventions et de contributions reliées à la lutte contre l'analphabétisme. Malgré cela, le problème persiste et les associations locales disent avoir un besoin désespéré d'aide.

Pour reprendre les termes du très honorable premier ministre:

Le secteur bénévole porte le flambeau de l'alphabétisation et empêche que cette cause ne tombe dans l'oubli au Canada.

Il a fait cette déclaration à Casa Loma, en septembre 1988. Beaucoup des groupes en question qui luttent contre l'analphabétisme transportent le flambeau depuis plus de dix ans. Il faut leur venir en aide et partager le travail qu'ils accomplissent dans nos localités. Il s'agit d'améliorer les programmes d'enseignement du jardin d'enfant à l'université et de faire en sorte qu'ils tendent à accroître les connaissances et les compétences de notre main-d'oeuvre. Cependant, tout semble indiquer que ce n'est pas fait. Alors même que nos collègues et nos universités mènent une bataille perdue d'avance, afin de maintenir et d'accroître la qualité et l'excellence de l'enseignement au Canada, le gouvernement plafonne les transferts aux provinces au titre de l'enseignement post-secondaire. Il s'agit là de compressions de 111 millions de dollars pour l'année à venir.

Au cours de tout le débat sur le libre-échange, on a beaucoup parlé de la nécessité de gérer le changement, d'encourager d'avantage la recherche et le développement, de mieux former les travailleurs et d'accroître la productivité. Il fallait ensuite passer à l'action. Ces sta-